le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 24 avril 2016 N° 422 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal-Gambie

Une frontière qui ne fait qu'aggraver la souffrance des populations

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

▸ Sénégal-Gambie : Une frontière qui ne fait qu'aggraver la souffrance des populations

Page 3

▸ Sénégal: Une censure dictée par les islamistes

Page 4

▸ Mali : Des milliards pour l'armée et rien pour la population pauvre

Page 6-9

Côte d'Ivoire : Ce sont les politiciens assoiffés de pouvoir qui sèment le poison de l'ethnisme

- L'incurie des autorités face à l'insécurité…

Tchad : Réélection bidon du dictateur…

Page 11

Madagascar : Pour défendre quels intérêts … ?

Page 12

Burkina : Les multinationales sont responsables…

Abonnement

France : (Eco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Editorial

Sénégal-Gambie

UNE FRONTIÈRE QUI NE FAIT QU'AGGRAVER LA SOUFFRANCE DES POPULATIONS

Depuis le 10 février 2016 la frontière entre le Sénégal et la Gambie est totalement fermée suite à la décision des autorités gambiennes d'augmenter brutalement la taxe de passage pour chaque véhicule. Ainsi le prix du passage d'un camion de marchandises en territoire gambien passe de 4 000 francs CFA (environ 6 euros) à 400 000 francs CFA (610 euros). Mécontents de ce racket supplémentaire, les camionneurs sénégalais ont bloqué la route qui passe par la Gambie pour rejoindre la Casamance. Du coup, le passage est bloqué aussi pour les camions gambiens qui veulent traverser la frontière. C'est à la suite de ce mouvement des transporteurs que le gouvernement sénégalais a décidé de fermer officiellement la frontière entres les deux pays.

Les populations riveraines souffrent des conséquences de cette fermeture car cela engendre un renchérissement des prix des marchandises et des denrées alimentaires. La pénurie s'installe en Gambie et la colère commence à gronder au sein de la population. A cette colère s'est ajoutée la contestation des opposants à la récente réforme électorale imposée par le dictateur Yaya Jammeh. Une manifestation a été violemment réprimée. Trois opposants ont été tués et de nombreux autres ont été emprisonnés et risquent d'y mourir. Des policiers en arme quadrillent les rues de la capitale et sèment la terreur sur la population.

C'est la colère de la population qui souffre de plus en plus de la pénurie causée par la fermeture de la frontière, qui a contraint Yaya Jammeh à envoyer une délégation à Dakar pour négocier la fin du conflit. Cela fait déjà plusieurs semaines que les négociations ont commencé mais jusqu'à présent c'est toujours l'impasse. En attendant, le transport entre la capitale sénégalaise et la Casamance se fait par un long détour via Tambakounda. Cela rallonge le trajet et se traduit par un renchérissement des prix de transport sans compter le nombre important de « points de contrôle » qui permettent aux policiers et douaniers sénégalais de rançonner les transporteurs et les passagers.

Les deux gouvernements trouveront-ils un terrain d'entente pour mettre fin à cette situation aberrante qui pénalise aussi bien les populations sénégalaises que gambiennes ? Rien n'est moins sûr car cela fait des années que les deux Etats se rejettent la responsabilité.

L'existence de cette frontière entre les deux pays dont les peuples sont intimement liés par l'histoire et par la géographie est un héritage de la colonisation. En 1982 les dirigeants des deux pays prétendaient constituer la « Confédération de Sénégambie » mais quelques années après, en 1989, cette idée fut abandonnée car l'existence de la frontière constitue une aubaine de plus pour chacun des deux Etats de pratiquer le racket.

Les populations ne peuvent pas compter sur les dirigeants des deux Etats pour mettre fin à leur calvaire. Ce sont des parasites qui vivent sur leur dos. L'avenir c'est dans l'abolition de la frontière entre les deux pays pour n'en faire qu'un. Pour cela les travailleurs et les exploités auront à s'organiser pour se débarrasser de ces Etats créés par le colonialisme pour diviser les peuples.

Gambie

YAYA JAMMEH, UN DICTATEUR DOUBLÉ D'UN ISLAMISTE

Depuis juillet 1994, les Gambiens vivent sous la dictature féroce du galonné Yaya Jammeh. Il ne tolère aucune opposition, aucune critique de la presse, il ne tolère que des syndicats à sa botte et n'hésite pas à fusiller ses opposants. Une fois au pouvoir, il a troqué sa tenue militaire pour un grand boubou d'un blanc immaculé, affublé d'un chapeau musulman, le chapelet dans une main et le Coran dans l'autre. Il veut peut-être ressembler au tristement célèbre dictateur mégalomane ougandais, feu Idi Amin Dada, qui faisait dévorer ses opposants par des crocodiles.

Le 12 Décembre dernier, il a décrété que la Gambie est devenue une « République Islamique ». Quelques jours après, il rend obligatoire le port du voile pour les femmes travaillant dans l'administration, mais il a dû battre en retraite devant le mécontentement des femmes. Il a déclaré que s'il a reculé c'est « par amour pour la femme gambienne ». Mais ce qu'il craint, c'est la colère populaire qui risque de renverser son régime pourri.

Sénégal

UNE CENSURE DICTÉE PAR LES ISLAMISTES

Les dirigeants sénégalais se vantent souvent d'être « un modèle de démocratie en Afrique », mais ils sont à genoux devant les grands marabouts des confréries religieuses qui règnent en maîtres absolus dans leurs « villes saintes ».

C'est sous la pression de ceux-ci, à travers diverses associations islamiques, que le 28 mars dernier, le gouvernement sénégalais a interdit la vente d'un livre de la chercheuse et historienne Héla Ouardi, « *Les derniers Jours de Muhammad* », sous prétexte qu'il serait « blasphématoire ».

De nombreux hommes politiques se sont joints à cette censure en disant qu'il ne faut pas tolérer les œuvres qui remettent en question la religion musulmane. On n'a pas vu non plus une levée de boucliers dans le milieu des intellectuels et des journalistes sénégalais pour défendre la liberté

d'expression. Heureusement, il y en a quelques uns qui ont osé critiquer la censure. Ils dénoncent la montée d'un « *fanatisme mou* » au Sénégal, « *une forme de police tropicale du vice et de la vertu* », « *une volonté de caporalisation des intellectuels, des journalistes, des écrivains et des chercheurs dès qu'il s'agit de la question religieuse* ».

Les intellectuels qui dénoncent la dictature que veulent imposer les associations islamistes sur la société sont minoritaires mais ils ont raison. La liberté d'expression n'est pas seulement indispensable aux intellectuels, c'est aussi un besoin vital pour les travailleurs car elle permet de s'organiser et de se défendre contre toute forme d'exploitation et d'oppression.

Mali

DES MILLIARDS POUR L'ARMÉE ET RIEN POUR LA POPULATION PAUVRE

Lorsqu'il s'agit de débloquer des fonds pour créer des infrastructures utiles à la population, les dirigeants de l'État malien disent que les caisses sont vides. Ce sont alors les travailleurs maliens de l'émigration qui sont obligés de cotiser pour prendre en charge la construction des écoles, des maternités, des dispensaires, des retenues d'eaux, de puits et des châteaux d'eau dans leur village afin d'améliorer un peu les conditions d'existence de leurs familles. Ils ne reçoivent aucune aide de l'État. Celui-ci ne fait même pas l'effort d'y envoyer des enseignants et du personnel qualifié pour faire fonctionner les centres de santé construits par les travailleurs. Lorsqu'il s'agit par exemple de faire une campagne de vaccination, ce sont les travailleurs de l'émigration qui s'organisent pour acheter des vaccins en France et les faire acheminer à leurs frais jusqu'au village. Les dignitaires de l'État se contentent tout juste d'inaugurer les réalisations et de poser devant les caméras.

Mais lorsqu'il s'agit de financer son armée, le gouvernement malien trouve de l'argent. C'est ainsi qu'il vient récemment de débloquer un budget de 1 230 milliards de F CFA (environ 1,9 milliard d'euros) pour la période 2015-2019, destiné soi-disant à la « *modernisation de l'armée*». En plus des 13.000 soldats actuels, 10 000 autres vont être recrutés, des véhicules, avions et autres engins de guerre vont être achetés. Par ce geste, le président malien veut encourager son armée à mener la guerre contre la rébellion touareg qu'elle ne parvient pas à écraser dans le nord du pays.

2013, un instructeur français donnant une formation à l'armée malienne

Des vendeurs d'armes et autres engins de mort, dont ceux de l'impérialisme français protecteur du régime malien, se frottent les mains car une partie de cette manne tombera entre leurs mains. La pléthore de généraux et autres officiers supérieurs qui composent l'armée malienne se réjouissent aussi de cette arrivée d'argent frais dont une partie servira à augmenter leurs revenus, eux qui profitent déjà de leur position pour mener une vie de pacha. Comme d'habitude une partie de cette manne financière ira dans les poches des membres de la famille du président car celui-ci les a placés dans les postes clé de

l'appareil d'Etat, à commencer par son propre fils (Karim) qui a été propulsé part son papa à la tête de la « Commission Défense de l'Assemblée nationale », l'organisme chargé de « contrôler » le gâteau.

Mais ces milliards gaspillés de la sorte auraient mieux servi la population s'ils avaient été investis pour que les hôpitaux et les écoles publics fonctionnent dans de meilleures conditions. Ils auraient été utiles pour construire des barrages et creuser des puits dans des villages où l'eau manque cruellement aux habitants. Ils auraient été plus utiles pour la construction de logement sociaux qui font tant défaut à Bamako et ses environs.

Mais attendre de telles actions de la part d'un gouvernement de voleurs et de parasites équivaudrait à attendre qu'un bouc produise du lait.

Mauritanie

LIBERTÉ POUR MOHAMED CHEIKH OULD MKHEITIR !

Depuis janvier 2014, Mohamed Cheikh Ould Mkheitir est emprisonné en Mauritanie pour avoir simplement posté sur Internet un article jugé « *blasphématoire envers le prophète et l'islam*». Cela est considéré comme un crime grave par les autorités de cet Etat devenu « *République islamique* » en juillet 1991. Le tribunal de Nouadhibou a requis la peine de mort malgré les protestations des nombreuses organisations de défense des droits de l'homme.

Aujourd'hui, plus de deux ans après, les autorités mauritaniennes semblent faire un tout petit pas en arrière en acceptant de requalifier le crime de l'accusé depuis que celui-ci aurait accepté de se repentir. Il n'est plus condamné pour « apostasie », mais pour « mécréance ». Les juges ne se sont pas encore prononcés sur l'annulation de la peine de mort, ils veulent d'abord « *apprécier la sincérité du repentir* ».

Ce sont ces mêmes autorités et ces mêmes juges qui condamnent à tour de bras les militants anti-esclavagistes qui osent dénoncer la perpétuation de la pratique de l'esclavage dans ce pays avec la bienveillance de l'Etat qui l'a pourtant officiellement aboli. De nombreux dignitaires du régime sont connus pour posséder eux-mêmes des esclaves dans leurs concessions et plantations. Ils imposent une chape de plomb sur l'ensemble de la population et ne tolèrent aucune liberté d'expression au nom de l'Islam ou du prétendu intérêt supérieur de l'Etat.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

CE SONT LES POLITICIENS ASSOIFFÉS DE POUVOIR QUI SÈMENT LE POISON DE L'ETHNISME !

La haine interethnique a fait encore des victimes parmi les populations pauvres. Cette fois-ci, le drame s'est passé à Bouna. La presse a fait cas de plus de 30 morts, des blessés, des habitations incendiées, des populations déplacées. L'origine de cette barbarie est un banal conflit entre éleveurs et agriculteurs dans un village situé à une vingtaine de kilomètres de Bouna.

Les affrontements à Bouna ont fait 30 morts et de nombreux blessés

Des conflits entre populations d'éleveurs et d'agriculteurs ont toujours existé. Dans le passé, ils se réglaient à l'amiable sous l'arbre à palabre. Mais depuis une trentaine d'années, les hommes politiques assoiffés de pouvoir, ont semé la haine tribale et xénophobe. Ainsi, entre 2002 et 2011, le nombre de morts se comptait par milliers. Le drame qui vient de se passer à Bouna est la conséquence de la continuation de cette politique criminelle des dirigeants politiques de la bourgeoisie de ce pays.

Les principales victimes, en ville comme dans les campagnes, ce sont toujours les populations pauvres. Leur quotidien devient encore plus pénible qu'avant. Le peu de solidarité indispensable et sans laquelle la vie devient intenable disparait, pour laisser la place à la peur, la haine et la méfiance des uns envers les autres.

Quant aux riches, non seulement, ils ont les moyens d'aller vivre ailleurs, mais leurs affaires continuent généralement de prospérer, même dans les pires des situations. C'était le cas en Siéra Léone, avec l'extraction et le commerce du diamant ; c'était le cas au Libéria voisin, notamment avec le commerce du bois. En Côte d'Ivoire, le coton produit au Nord n'a jamais cessé d'être acheminé à Abidjan, même durant les pires moments de la crise, pour enrichir les multinationales basées en Suisse, en France et ailleurs. Les margoulins locaux en ont aussi profité pour se remplir les poches.

Le drame pour les travailleurs, c'est que les divisions, qu'elles soient d'ordre ethnique, nationaliste ou autres, les affaiblissent. Et inversement, toute division dans les rangs des travailleurs renforcent la bourgeoisie qui trouve là des leviers pour les exploiter et les opprimer encore plus. Voilà pourquoi, les travailleurs ne doivent pas tolérer la division sous quelque forme qu'elle soit dans leurs rangs.

****

****

****

AFFONTEMENTS INTERETHNIQUES A BOUNA : LE GOUVERNEMENTJOUE AU MÉDECIN APRÈS LA MORT

Les 24, 25 et 26 mars, de violents affrontements ont eu lieu à Bouna, ville d'environ 50.000 habitants située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Ces affrontements s'entretuer durant plusieurs jours ont fait plus de 30 morts et plusieurs bléssés. 2.000 personnes se sont réfugiées dans le camp onusien de la ville. Environ 2000 autres ont trouvé refuge dans les villes frontalières au Burkina Faso, sans compter les dégâts matériels.

Selon la presse, ce conflit a opposé des agriculteurs Lobis aux éleveurs Peuhls soutenus par des Koulango et le massacre aurait été commis par des chasseurs traditionnels Dozos organisés en milices. Ces mêmes milices s'étaient déjà illustrées par leurs violences durant la crise qui avait porté Ouattara au pouvoir.

Avant que ce conflit ne dégénère, les autorités auraient pu prendre les dispositions utiles pour éviter le drame. Mais elles ont préféré laisser ces populations.

A Bouna, il y a un cantonnement de l'ONU ; il y a un camp militaire ; il y a certainement une police, et une gendarmerie. Toutes ces forces de l'ordre auraient pu intervenir rapidement pour limiter les dégâts. Mais elles sont restées passives.

Aujourd'hui ces gens du gouvernement qui se sont montrés complètement incompétents lorsque les massacres se perpétraient, s'agitent dans tous les sens pour apporter leur « compassion » et appeler à la « réconciliation ». Ces gens-là jouent le rôle de pompiers après l'incendie.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en plein essor depuis quelques années. Il y a partout de grands chantiers de promotion immobilière, des travaux d'Etat comme les voiries ; les bâtiments administratifs ; les ponts ; les châteaux d'eau et leurs canalisations. Ces travaux utilisent plusieurs milliers de travailleurs à travers le pays. Ce qui est une bonne chose pour les ouvriers de ce secteur qui ne chôment pas pour l'instant. Mais cet essor ne profite pas aux travailleurs, du fait de la précarité des contrats. En effet, les entreprises du BTP proposent toujours des contrats journaliers, même quand les travaux durent plusieurs années.

Cette précarité des contrats fait que les travailleurs vivent dans la peur d'être jetés du jour au lendemain à la porte. Du coup, ils sont surexploités. Les salaires sont bas et souvent les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées. En cas d'accident, les travailleurs sont abandonnés à eux-mêmes sans soins ni autres moyens de prise en charge.

Chantier de construction de maisons d'habitation à Abidjan

Voici quelques exemples :

A Soroubat, une entreprise qui emploie près de 700 travailleurs, on fait signer des

contrats qui sont à moitié remplis et ensuite la direction remplit le reste des pages en ajoutant que les travailleurs acceptent de travailler 10 heures par jour pour un salaire de 8 heures.

Quant aux entreprises comme SEG et Franzzetti, les travailleurs ne sont pas déclarés à la CNPS. Ils sont employés comme journaliers. Les barèmes des salaires ne sont pas respectés. Les accidents de travails sont courants, avec souvent des morts. Pour fuir leur responsabilité, ces entreprises emploient des intermédiaires de façade. Et quand un accident se produit, elles déclarent qu'elles ne sont pas les employeurs directs du travailleur accidenté. Alors les travailleurs (ou leurs familles pour ceux qui sont décédés), n'ont droit à aucun dédommagement.

Il y a d'autres entreprises comme Faso-Constructions qui se comportent comme de vulgaires escrocs. Elles ont pour particularité de ne pas régulièrement payer le salaire des travailleurs. Ceux-ci doivent à chaque fois se battre avant d'en percevoir une partie.

Actuellement il y a des grèves sur les différents chantiers de Faso-Construction, à Abidjan comme à Dabou. Les dirigeants de cette entreprise attendent que les travailleurs se lassent et abandonnent les arriérés non payés.

Enfin, il y a les plus grosses entreprises comme Setao (filiale du groupe Bouygues) qui utilisent la sous-traitance ou des tâcherons. Quoi qu'il en soit, ces entreprises de sous-traitance ou de tâcheronnat se comportent de la même manière et même souvent pire que les petites entreprises. Elles ont toutes le même objectif : comment exploiter au maximum les travailleurs.

Face à cette exploitation et à ces conditions de travail difficiles, les travailleurs ont à plusieurs reprises revendiqué leurs droits. Les revendications tournent presque autour des mêmes points : revalorisation du salaire ; déclaration à la caisse de prévoyance sociale ; mesures de sécurité sur les chantiers ; respect des 8 heures de travail, élection des délégués, etc.

Evidemment, les réponses à ces revendications sont aussi identiques. Elles sont faites d'intimidations, de licenciements, d'emprisonnement, de fermeture de chantier, pour se débarrasser des travailleurs comme SEG vient de faire il y a de cela un mois.

Et si de temps à autre les travailleurs remportent ici et là de petites victoires, la plupart du temps ils se trouvent confrontés aux patrons qui font appel aux autorités du pays. Ces dernières, bien au service de la classe bourgeoise, ferment les yeux sur toutes ces injustices faites aux travailleurs et portent main forte au patronat en envoyant leur police pour mater les grévistes.

Ainsi, les luttes des travailleurs du bâtiment sont permanentes. Et pour être efficace face au patronat, ces travailleurs essayent à chaque fois d'élargir au maximum leur mouvement en le faisant connaître aux autres travailleurs, aussi bien ceux du bâtiment que ceux des entreprises environnantes, qui sont confrontées aux mêmes problèmes.

Ce qui est certain c'est que si les travailleurs ne veulent pas être les laissés-pour-compte dans cette société capitaliste où seuls les intérêts des riches comptent, ils n'ont pas d'autres choix que celui de se battre encore plus nombreux pour être plus efficaces.

LES FEMMES MANIFESTENT POUR RÉCLAMER L'EAU

Le 22 avril, les femmes du quartier Gesco de Yopougon ont manifesté contre le manque d'eau. Des collégiens et des lycéens y ont participé. Le manque d'eau perdure depuis plus d'un mois. Les gens ne sont pas informés sur la cause de cette coupure inacceptable. Les femmes ont barré l'autoroute pour exiger des autorités une solution immédiate. Mais celles-ci, au lieu de répondre aux exigences des habitants excédés, ont plutôt envoyé des policiers. Ceux-ci ne se sont pas fait prier pour user de gaz lacrymogènes contre les femmes. Un policier a même tiré des rafales de kalachnikov devant la détermination des femmes. Certaines ont été tabassées mais elles étaient fières de leur action. L'autoroute n'a été débloquée qu'au bout de deux heures. Elles ont même promis de remettre ça de nouveau si rien n'est fait dans les plus brefs délais.

L'INCURIE DES AUTORITÉS FACE À L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Les journées autour du 30 mars 2016 ont été des moments de panique pour la population d'Abobo. Des bandits communément appelés « microbes » ont sévi dans la commune. Armés de machettes et de gourdins, ils ont semé la terreur pendant trois jours. Ces délinquants avaient le contrôle total d'une bonne partie de la commune. Ils agressaient, pillaient et volaient tous ceux qu'ils croisaient sur leurs chemins. Tout cela se passait au nez et à la barbe des forces de l'ordre, sans que ceux-ci ne lèvent le petit doigt.

À l'origine de cette flambée de violence, le lynchage de l'un des chefs microbes le 29 mars, par des habitants du quartier Plaque-2, exaspérés par les agissements de ces bandits. C'est en représailles à la mort de leur chef qu'ils ont agi ainsi. Les forces de l'ordre, d'habitude promptes à mater les travailleurs quand ceux-ci luttent contre l'exploitation qu'ils subissent, avaient totalement disparu, durant tous ces jours de violences, laissant les habitants livrés aux bandits.

Le problème des microbes ne concerne pas seulement la commune d'Abobo. Tous les quartiers populaires d'Abidjan sont touchés. Récemment Yopougon-Siporex avait fait l'objet d'attaques similaires.

Toute cette criminalité prospère sur le terreau de la misère, du chômage et du désœuvrement de la jeunesse dans les quartiers pauvres. Il faudra plus que de simples mesures sécuritaires pour remédier à cette situation.

Tchad

RÉÉLECTION BIDON DU DICTATEUR DEBY SOUS LE REGARD BIENVEILLANT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Comme on s'y attendait -sauf coup de théâtre- le dictateur Idriss Deby a été réélu pour la cinquième fois consécutive Président, au premier tour, avec 61,56 % des voix selon les résultats provisoires. Les deuxième et troisième candidats ont obtenu réciproquement 12,80 % et 10, 69 % des voix.

Arrivé au pouvoir depuis 26 ans, par un coup d'Etat contre l'ancien président-dictateur Hissen Habré, actuellement en exil àu Sénégal, avec le soutien actif du contingent militaire français, Deby semble maîtri-

ser l'art et la manière de se faire réélire malgré les protestations et les recours judiciaires des autres candidats. Ceux-ci dénoncent les diverses magouilles employées par Deby et par les militants de son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS) et aussi par la répression et les menaces contre des opposants.

Ainsi, juste avant le premier tour de l'élection présidentielle, il a fait arrêter quatre dirigeants de l'opposition qui s'apprêtaient à appeler les travailleurs et autres populations à manifester contre sa candidature. Il s'agit du secrétaire général du l'Union syndicale des travailleurs du Tchad et des dirigeants des associations : « *Ca suffit* », « *Trop c'est trop* » et « *Lyna* » (On est fatigués). Tous ont écopé quatre mois de prison avec sursis pour « *tentative d'atteinte à l'ordre public et opposition à l'exercice d'une autorité légitime* » ; tous ont été relâchés après les votes.

Citons le cas du père de Zouhoura, cette lycéenne qui a brisé le silence sur un des tabous de la société tchadienne pour dénoncer publiquement, et à visage découvert, les criminels qui l'ont violée (tous des fils à papa : généraux de l'armée et ministre). Son père, lui-même candidat à l'élection présidentielle, a d'abord refusé le million d'euros qu'on lui a proposé pour qu'il ne fasse pas campagne, par exemple, sur les viols des filles ou des femmes restés impunis au Tchad. Puis, sous la menace, il s'est non seulement retiré de la course à la présidence mais a publiquement soutenu le candidat Deby.

Outre la répression, les menaces et les intimidations, Deby utilise toutes sortes de magouilles pour parvenir à ses fins : les bourrages des urnes, les bulletins de vote qui manquent dans certains bureaux de vote, en défaveur des candidats de l'opposition, des individus ou groupes d'individus qui votent plusieurs fois, comptages des voix truqués, résultats annoncés fantaisistes, etc.

De plus Deby a soigneusement mis en place une Commission électorale nationale indépendante (CENI) totalement acquise à sa cause qui est sensée collecter tous les bulletins de vote pour les compter et annoncer les résultats.

A l'annonce de la victoire de Deby par la CENI (provisoire pour le moment en attendant les résultats définitifs), plusieurs candidats de l'opposition ont crié au « *hold-up électoral* ». Ils dénoncent le manque de transparence du scrutin et rejettent les résultats. Le candidat arrivé en deuxième position à cette élection a notamment déclaré : « *Nous ne reconnaitrons pas toutes les institutions qui seront issues de cette mascarade électorale et c'est légitime de notre part.*»

Ces arrestations arbitraires des opposants, ces menaces de mort et ces intimidations proférées à leur encontre se passent sous le nez des représentants du gouvernement français qui laissent faire car Paris continue de soutenir son valet Idriss Deby.

Quels que soient les résultats des urnes, quels que soient les dirigeants qui en seront issus, qu'ils soient anciens ou nouveaux, les travailleurs de ce pays ne peuvent compter que sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur leur propre organisation politique de classe et sur leurs propres luttes pour changer leur sort.

****

****

****

POUR DÉFENDRE QUELS INTÉRETS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT A-T-IL ÉTÉ MIS EN PLACÉ ?

Le Premier ministre limogé Jean Ravelonarivo, Général de brigade aérienne, a été remplacé par son ministre de l'Intérieur Olivier Mahafaly, qui cumule maintenant les deux fonctions. Le ministère du Travail et des lois sociales, quant à lui, a purement et simplement été supprimé, ce qui constitue une véritable déclaration de guerre à l'égard des travailleurs et des classes pauvres. Ce nouveau Premier ministre a déclaré être un « *homme de combat* » et a nommé des ministres correspondant selon lui à ce critère.

Ces derniers mois dans le pays, plusieurs grèves de travailleurs ont eu lieu. Il y a eu celle des salariés des mines de nickel et de cobalt à Ambatovy suivis par des salariés des entreprises œuvrant pour le compte du consortium minier Rio Tinto, à Tolagnaro (exploitation du minerai d'ilménite). Ces grèves n'ont pas été victorieuses mais elles ont bénéficié d'une popularité évidente auprès des travailleurs d'autres secteurs durement exploités par les patrons qui ont profité de la crise pour imposer leurs quatre volontés au personnel.

Il y a quelques jours, une révolte des employés d'une usine de confection à la capitale Antananarivo, contre l'attitude brutale de leur patron s'est soldée par la séquestration de celui-ci. Contrairement à son habitude en pareille circonstance, le commandant des forces de l'ordre dépêchées sur place, a adopté une attitude respectueuse et instauré un dialogue avec les travailleurs. La situation qui était explosive a été désamorcée et le patron évacué.

Le combat des quatre leaders syndicaux d'Air Madagascar continue. En ce moment ils observent un sit-in devant le siège de la compagnie à Analakely, en plein cœur de la capitale. Ils avaient été jetés à la porte à la suite d'une grève de quatre semaines entre juin et juillet 2015 et n'ont pas été repris par l'entreprise malgré la décision de justice qui leur avait donné raison. Des employés de cette société sont en train de joindre le mouvement.

Quelques habitants de la localité d'Andohatapenaka située sur la route de l'aéroport, qui ont subi la délocalisation sans dédommagement (pour la tenue du sommet de la Francophonie) étaient présents dans ce même endroit du centre de la capitale. Ils ont été joints par d'autres personnes qui ont été spoliées de leurs terres ancestrales par le gouvernement. Sous prétexte que ces personnes n'étaient pas en mesure de présenter des « titres » ou n'avaient pas procédé à des bornages, ces terres ont été accaparées ou achetées à vil prix par l'État qui les a ensuite cédées à des sociétés de constructions immobilières. Ces sociétés appartiennent à des riches « Karana », terme qui désigne l'émigration indo-pakistannaise établie à Madagascar depuis environ un siècle. Des sortes de villages privés, destinés à une clientèle richissime, sont ainsi bâtis sur des collines entières autour d'Antananarivo.

Le difficile accès à l'eau traduit la pauvreté.

Selon la JIRAMA, société qui gère l'eau et l'électricité, seuls 66 000 foyers, soit environ 400 000 personnes sur 1,9 million habitants de la capitale ont l'eau courante à domicile. Les autres doivent se contenter des 900 bornes fontaines disponibles dans leurs quartiers. Tous les jours les gens pauvres doivent faire la queue avec leurs bidons jaunes pour avoir de l'eau qui est payante, sans compter que ces bornes peuvent être éloignées de leur domicile.

Les denrées alimentaires s'exportent bien.

Selon les chiffres de la presse, l'exportation des céréales, épices fruits et légumes au premier trimestre de cette année a atteint 25 700 tonnes, un chiffre en augmentation par rapport à la même période l'année dernière. La vanille, le girofle, le litchi, le cacao, le poivre sont des produits

très prisés sur le marché international et leur production est en augmentation ces dernières années. Les riches capitalistes qui dominent ces « filières » mènent un grand train de vie, certains font partie du pouvoir, d'autres, d'origine étrangère ou pas, y ont leurs « *hommes de paille* » ou autres « *valets* » qui défendent leurs intérêts. Mais de toute façon leurs fortunes sont bâties sur l'exploitation des travailleurs et paysans pauvres.

Pour l'instant les grèves et les mobilisations pour toutes ces causes ne sont pas nombreuses et il n'est pas difficile de constater que le nouveau gouvernement y a dépêché plus de forces de l'ordre que de nombre de manifestants. Rien que là on voit bien que ce Premier ministre est bel et bien au service des riches. Mais tout le monde le savait et cela en dit long sur le chef de l'Etat lui-même, pour ceux des travailleurs qui n'en seraient pas persuadés.

Mais même faible, la mobilisation actuelle peut trouver un écho et donner des idées à d'autres et surtout aux travailleurs car leurs conditions se sont considérablement aggravées et cela à l'échelle de tout le pays.

Burkina Faso

LES MULTINATIONALES SONT RESPONSABLES DE LA MÉVENTE DU COTON ET DE LA FAMINE QUI MENACE A NOUVEAU

Depuis que les cours mondiaux de ce produit agricole se sont effondrés, ce pays pauvre qui est un grand producteur de coton en Afrique, est actuellement en proie à d'énormes difficultés économiques.

Les grandes firmes qui dominent le marché, avec la complicité de l'Etat burkinabé, sont responsables de cette catastrophe car ce sont elles qui ont progressivement substitué les productions vivrières par des monocultures tel que le coton, susceptibles de leur procurer des profits colossaux. Ce sont ces mêmes firmes qui fournissent les intrants, c'est-à-dire les engrais et les pesticides aux producteurs.

Ramassage de coton après la cueillette

Les agriculteurs ont été poussés à remplacer les plantations dites conventionnelles par des plantations génétiquement modifiées (OGM) fournies par le géant semencier Monsanto. En un premier temps la production a augmenté, puis d'années en années la qualité du coton a baissé ainsi que la quantité. En même temps il parait que 20 millions de tonnes sous forme de balles de fibres, l'équivalent d'une année de production, sont entassés dans les hangars à travers le monde.

Les capitalistes, entre ceux de la production, ceux du négoce, ceux de la spéculation, ceux des semenciers… se lavent les mains cyniquement et se renvoient la responsabilité les uns les autres. Pourtant, ce sont généralement les mêmes et de toute façon ils sont alliés entre eux de multiples façons.

Entre temps le pouvoir politique a changé de main au Burkina Faso. Le régime usé et corrompu de Blaise Compaoré, qui a servi de marchepied à Monsanto et à bien d'autres multinationales, est tombé. Les dirigeants actuels, même s'ils sont des ma-

rionnettes au service des classes riches et des grands de ce monde, estiment à juste raison que le pays est lésé par la mauvaise qualité de son coton depuis qu'il a adopté les semences de Monsanto. Ils réclament à celui-ci un dédommagement de 50 milliards de CFA, l'équivalent de 74 millions d'euros. C'est une somme dérisoire pour Monsanto, cependant ce grand capitaliste laisse traîner l'affaire, il n'ignore pas qu'à cause de lui et de sa soif de profits (même s'il n'est pas le seul) des centaines de milliers, voire des millions de personnes risquent de connaître la famine au Burkina, peut-être plus qu'en 2008.

S'ils obtenaient gain de cause dans les négociations secrètes qui ont cours, les dirigeants actuels ne lâcheraient pas grand'chose aux petits planteurs. La plus grande partie serait dilapidée par eux et aussi par les sociétés cotonnières telles que Sofitex et consorts qui sont en train de réclamer des compensations pour les préjudices subis. C'est sous le prétexte des pertes de ces dernières années que ces sociétés ont jeté dehors des travailleurs, réduisant eux et leurs proches à la famine.

Loin d'aider les paysans, le système capitaliste en a expulsé et transformé en travailleurs agricoles dans des exploitations de tailles plus ou moins grandes dans lesquelles les conditions de travail et de rémunérations ne cessent de s'aggraver à mesure que la crise avance.

Et si firmes internationales, capitalistes autochtones et gouvernement local se disputent parfois le gâteau, ce sont tous des ennemis des travailleurs et des petits paysans. Les classes pauvres n'ont d'autre alternative que de s'unir contre eux.

Immigration

DES MIGRANTS INDÉSIRABLES PARTOUT !

Ne sachant où aller, ne sachant où dormir, une partie des trois cents migrants expulsés manu militari le 30 mars dernier par des policiers, des lieux où ils avaient élu domicile (sous les poutrelles du métro aérien de la station Stalingrad) sont revenus à la case départ il y a quelques jours. La première fois, ils ont été chassés par la police, du métro La Chapelle où ils avaient trouvé refuge.

De nouveau, ils ont redressé une cinquantaine de tentes et étalé des matelas à même le sol pour dormir là, sous le froid, certains avec femmes et enfants en bas âge. Ils vivent ainsi, dans des conditions de vie et d'hygiène effroyables ; ils vivent ainsi dans la peur et la hantise d'être un jour expulsés, pour une troisième fois.

Le gouvernement soi-disant socialiste, au lieu de leur trouver un logement décent (ce qui ne manque pas à Paris ou dans les environs) leur déclare plutôt la guerre. Enverra-t-il encore les policiers pour les chasser ?

Il faut s'attendre à tout de la part de ce gouvernement, qui sait se montrer impitoyable envers les populations vulnérables et soumis envers les riches et les puissants.